



unies & engagées pour le service public et ses agent-e-s
pour la transformation sociale et environnementale

Le 4 juin 2024

L'Élan Commun ne reviendra pas sur la déclaration intersyndicale concernant la délégation des contrôles de la sécurité sanitaire alimentaire, une aberration manifeste, ni sur la crise agricole qui crée un profond mal être au sein des services d'économies agricoles. Nous espérons que vous avez pleinement pris conscience de l'importance de ces problèmes.

Cependant, d'autres services sont également impactés, et il est grand temps aujourd'hui de lancer un signal fort pour soutenir vos agents. Qu'en est-il des agents dans les conseils régionaux qui souhaitent revenir en poste au MASA ? Lors du CSA M du 20 décembre 2023, vous aviez annoncé que le réseau des IGAPS prendrait les mesures nécessaires pour examiner individuellement les situations des agents afin de trouver un poste correspondant au mieux à leurs situations. Que fait ce réseau qui normalement doit être un appui aux agents ? Force est de constater que les agents rencontrent de grandes difficultés pour revenir au ministère. Quel est le bilan de cette action ? Malheureusement, nous constatons encore des paroles, des demandes, mais aussi des déceptions ! Lors du prochain transfert des agents, l'angoisse sera d'autant plus forte si vous ne pouvez pas nous rassurer : "chat échaudé craint l'eau froide".

En ce qui concerne la semaine de quatre jours, pour l'Élan commun elle doit se faire avec une réduction de temps de travail. Toutefois, que penser des heures écrites, donc non payées ? C'est du travail gratuit ! Une chose est sûre, les agents en Administration Centrale et DRAAF – DRIAAF nous interpellent pour pouvoir récupérer ces heures et demandent à disposer d'une journée de récupération par mois au lieu d'une demi-journée ce qui réduirait le déplacement et donc l'empreinte carbone. Tremblez-vous à l'idée de cette proposition ? Il est temps de passer du mieux-disant à l'évolution et d'ouvrir cette possibilité comme en DDI. L'attractivité des postes passe aussi par ces facilités. Mais souhaitez-vous vraiment améliorer l'attractivité de nos services ou êtes vous là pour brader le SP ?

Inspecteurs, inspectrices, contrôleurs, contrôleuses de terrain, qu'ils soient contractuels ou titulaires, subissent de nombreuses contraintes liées aux métiers et aux déplacements. Les crises de l'autorité publique n'arrangent pas la situation. Il est grand temps d'améliorer la reconnaissance de ces métiers et d'améliorer les conditions de vie. Qui peut accepter de laisser sa famille deux, trois nuits, se couper de son lien social, notamment des activités sportives, culturelles ou amicales ? Reconnaître le service actif est plus qu'important et doit être mis sur la table. Le métier ne fait plus rêver, il est risqué et n'est plus attractif.

De nombreux autres collègues demandent également de la reconnaissance : les agents en abattoirs, les personnels du SRH, des missions supports, des gestionnaires, et bien d'autres encore. C'est un grand plan d'attractivité qu'il faut lancer pour tous les métiers de notre ministère.

En conclusion, nous appelons à une prise de conscience urgente et à des actions concrètes pour améliorer les conditions de travail et la reconnaissance des agents de notre ministère. Il est impératif d'écouter les préoccupations de chacun et de mettre en place des mesures adaptées pour renforcer l'attractivité des postes et garantir un environnement de travail sain et motivant. Madame la Secrétaire Générale, l'avenir de nos services

et la qualité du travail fourni dépendent de votre engagement à répondre à ces défis avec détermination et équité. Nous comptons sur votre soutien pour bâtir ensemble un ministère fort et solidaire.

Concernant l'enseignement agricole public, nous nous retrouvons aujourd'hui, dans cette instance **après un conflit social de près de 6 mois** durant lequel une intersyndicale forte s'est opposée à une remise en cause du statut des enseignants et des enseignantes à travers **le calcul de la pluridisciplinarité en filière professionnelle**. La sortie de crise est passée par une voie explicitée lors d'un groupe technique qui s'est tenu début avril. Cette rencontre a été suivie de plusieurs webinaires DGER pour expliquer aux directeurs et directrices adjointes les consignes pour la saisie de ces heures dans le logiciel Guépard qui organise les fiches de service des enseignant·es dans le respect de leurs obligations hebdomadaires de service. Or, l'affaire ne semble pas bien s'engager... En effet, suite à plusieurs remontées d'équipes pédagogiques, nous nous inquiétons d'interprétations singulières de certaines directions d'établissement qui semblent par exemple avoir des velléités d'englober dans ce dispositif, par capillarité toutes les formes de périodes de formation comme les semaines de chantiers forestiers... ce qui n'est assurément pas le cas ! De la même façon, il ne s'agit pas durant ces stages collectifs de conserver l'emploi du temps ordinaire et de "parler un peu" de la thématique dans chaque cours... Nous alertons donc aujourd'hui le ministère, la DGER, sur ces risques de dérive constatés pour que, autant qu'il sera nécessaire, des précisions, rappels soient faits d'ici la fin de cette année scolaire et que les équipes pédagogiques puissent aborder la rentrée de septembre 2024 dans un contexte apaisé - sachant que de ce point de vue l'intersyndicale a été constante : "quand on n'a pas les moyens de ses ambitions (fussent-elles justes), on s'abstient".

L'Élan commun comme l'intersyndicale ne se résout par ailleurs absolument pas à **la fermeture de l'établissement de Velet**, avec en lieu et place d'un établissement scolaire public l'ouverture d'un centre SNU pour une jeunesse "uniformisée" ! A ce jour, un courrier récent du ministre laisse entendre que toutes les hypothèses sont encore sur la table... conformément aux engagements pris par son cabinet courant mars. Pour l'Élan commun, l'option de la fermeture doit être clairement écartée par le ministère et c'est ce message très clair qui doit être passé au conseil régional de Bourgogne Franche Comté... Au moment même où l'on discute du projet de loi d'orientation, du renforcement des territoires ruraux, on laisserait fermer un établissement agricole public parfaitement intégré dans son territoire et qui répond à la mission d'insertion professionnelle sans difficulté car reconnu dans le milieu forestier du Morvan. Ce serait un non sens total et nous ne l'accepterons pas !

Pour les personnels de l'EAP, nous attirons madame la secrétaire générale votre attention sur deux points d'actualité qui attendent des réponses à la hauteur de la colère et du malaise des agents et des agentes concerné·es : tout d'abord, **les infirmières de l'EAP** attendent une réponse rapide et rétroactive de vos services pour qu'elles ne soient pas les "oubliées du Ségur" voire les "méprisées" ! Cela signifie-t-il qu'elles n'ont pas assuré leurs missions correctement au moment de la pandémie et après ? C'est aujourd'hui comme cela qu'elles interprètent ce mépris ! Encore une fois, les personnels de l'EAP sont les parents pauvres, celui du "bout de la table" ! Et que dire **des personnels administratifs et techniques des établissements** toujours plus invisibles mais avec des charges allant à l'inflation et chaque année apporte son lot : on citera pour 2023 le paiement des gratifications des élèves de la voie pro ou pour 2024 la gestion des paies à assurer pour sécuriser le traitement des ACEN sur le premier trimestre afin de pallier les carences récurrentes du SRH). La liste est longue qui vient nourrir le sentiment d'abandon et pour tout dire de mépris de notre administration pour ces personnels (défauts persistants de remplacements, absence de plages de formation dédiées sur le temps de travail par rapport à un nombre croissant de logiciels dont le développement n'est pas abouti...) et ce n'est pas l'absence depuis 2019 de GT DGER dédié à cette catégorie de personnels qui permettent pourtant à nos EPL de tenir qui viendra contredire cet état de fait, en dépit des demandes réitérées de notre organisation syndicale. Pour être juste, une réunion était bien prévue en juin 2023 mais elle a dû être reportée... à juillet 2024, soit un an plus tard à date anniversaire ! Les personnels ATLS n'attendent pas que la case "dialogue social" soit cochée, ils et elles attendent des actes et des dotations abondées !

Les élu·es de l'Institut AgroDijon et des agent·es de **la Dired**, Service d'enseignement technique agricole public à distance du Ministère de l'Agriculture ont alerté à plusieurs reprises sur le manque de personnel pédagogique pour assurer les missions d'enseignement à distance avec une diminution du nombre d'enseignants, absences non remplacées, disciplines non couvertes malgré les rénovations en cours et un nombre important de dispositifs de formation. Nous nous inquiétons donc pour la santé des agents qui nous signalent : une multiplication des outils et des applications numériques, des réorganisations de service sans consultation des agents, avec des avis défavorables des élus, des engagements non tenus par la direction, pas de bilans des réorganisations et pas de mise en place des fiches de services. Nous nous étonnons également du refus de renouveler le détachement d'une cheffe de service pédagogique, de retours d'évaluations professionnelles et de convocations arbitraires. Les directions de la Dired et de l'institut AgroDijon refusent de communiquer les éléments budgétaires : budget, dotations, coûts des formations, moyens, mobilités, emplois, fiches de poste. Cette situation s'accompagne de l'absence de travail collaboratif, des injonctions, de l'infantilisation et d'une absence de dialogue social. Dans ce contexte, nous demandons quelles sont les solutions que propose le ministère pour résoudre ces difficultés structurelles, conjoncturelles et managériales et pour pérenniser les missions de service public de l'enseignement technique agricole et préserver la santé de ses agents ? Sans réponse concrète et volontariste d'ici la fin du mois de juin, nous saisirons directement le cabinet du ministre de l'agriculture.

Nous concluons notre déclaration par une alerte et un appel à la plus extrême vigilance de la part du ministère et de notre administration à l'égard des faits d'entrisme de l'Extrême Droite dans nos établissements et de sa vision particulièrement dangereuse de l'enseignement agricole et de l'EAP en particulier. Participer à l'improviste à une journée de pré-rentree dans l'amphithéâtre, se promener dans un établissement à l'occasion d'une JPO et prendre des photographies de personnels qui se retrouvent sur les réseaux sociaux d'un élu de l'Extrême-Droite sont déjà des faits inacceptables et nous demandons que le ministère s'en saisisse systématiquement ! Mais, à l'Assemblée Nationale, en pleine séance de question au ministre de l'Agriculture le 29 mai dernier, un élu de l'Extrême-Droite se sent suffisamment en confiance pour dénoncer le fait que *“des élèves reçoivent des cours présentant une certaine vision de l'écologie, de la décroissance, du bien-être animal (...)”*, bref et je reprends ses propos : *“des enseignements de toute évidence idéologisés (...)”*, je cite encore *“des enseignements à fort contenu idéologique pour ne pas dire politique”*. A cette attaque violente contre les personnels de l'EAP, le ministre, et sans doute le cadre de l'exercice parlementaire ne permet pas de faire beaucoup plus, répond que lui n'a pas de tels retours de terrains et que *“l'enseignement n'est pas là pour donner un modèle mais pour donner un certain nombre de compétences techniques (...)”*. Face à ce travail de sape du projet républicain d'émancipation par l'Éducation de l'Extrême-Droite, l'Élan commun appelle à des réponses plus fermes, plus assumées. L'Élan commun affirme avec force ici que les politiques publiques portent effectivement des modèles de formation, des modèles d'agriculture, portent des orientations comme celles de la transition agro-écologique, du bien-être animal et que ces politiques publiques sont assurées par des personnels en responsabilité et dans le respect de leur liberté pédagogique. L'Élan commun dénonce résolument les propos de cet élu qui auront au moins le mérite de nous permettre d'entrevoir leurs politiques éducative et agricole si l'Extrême-Droite devait arriver au pouvoir...



unies & engagées pour le service public et ses agent·e·s
pour la transformation sociale et environnementale